

ALLIANCE EUROPEENNE POUR LES CITOYENS TRANSFRONTALIERS

LES FRONTIÈRES AU COEUR DE L'EUROPE DE DEMAIN

L'Europe est à un tournant. Alors que le monde traverse une crise sans précédent, l'UE doit adopter son nouveau budget et prendre des décisions politiques pour la période 2021/2027. Face à la montée des tendances aux replis nationalistes, l'UE se doit de prouver aux citoyens la valeur ajoutée de la coopération et de l'intégration : des politiques communes au service du bien commun.

Les territoires transfrontaliers accueillent 30 % de la population européenne. Chaque jour, 2 millions de travailleurs traversent une frontière pour se rendre sur leur lieu de travail. Ils sont en première ligne pour exploiter les possibilités offertes par l'ouverture des frontières à leurs habitants et à leurs entreprises. Ces territoires sont considérés comme des laboratoires pour préparer la transition vers de nouveaux modèles de développement économique et écologique, de participation citoyenne, de gestion de crises et de cohésion territoriale. Ces territoires sont également ceux où les citoyens européens peuvent expérimenter directement les avantages apportés par l'UE. En même temps, ce sont ces mêmes citoyens frontaliers qui subissent le plus fortement les conséquences des fermetures des frontières.

La crise a d'abord provoqué des mesures frontalières non coordonnées, des actions non coopératives sans pris en compte des conséquences ; mais elle a aussi suscité de multiples formes de coopération, et révélé des interdépendances et des solidarités transfrontalières, qu'il faut maintenant organiser et renforcer, par des politiques publiques européennes et nationales tenant pleinement compte de la spécificité des territoires transfrontaliers.

Les autorités locales frontalières souhaitent disposer de compétences, de ressources et de procédures accélérées, pour elles-mêmes et leurs structures transfrontalières afin de surmonter les obstacles à la mise en œuvre de leurs projets transfrontaliers, comme le stipule le traité d'Aix-la-Chapelle, signé entre la France et l'Allemagne.

Nous, l'**ARFE**, le **CESCI** et la **MOT**, proposons de créer une *Alliance pour les citoyens transfrontaliers*, en invitant les organisations transfrontalières de toute l'Europe à nous rejoindre. Nous développerons cette Alliance dès à présent, et la scellerons lors du *Borders Forum* organisé les 9 et 10 novembre à Paris.

La Commission européenne a fait des propositions ambitieuses pour la Coopération Territoriale Européenne post-2020. Nous nous adressons aux autorités européennes et nationales, en demandant que les décisions qui seront prises dans les jours et les mois à venir assurent un budget adéquat et développent des politiques européennes prenant en compte les spécificités des territoires transfrontaliers.

Nous appelons les Etats à se coordonner dans le cadre de processus intergouvernementaux afin de promouvoir les enjeux de la coopération territoriale. Nous appelons l'Allemagne et la France à montrer la voie à suivre dans l'esprit de leur coopération de longue date et dans le cadre de leurs prochaines présidences de l'UE, en coordonnant leurs efforts pour promouvoir l'approche définie par le Traité d'Aix-la-Chapelle et par d'autres accords signés entre les nations européennes afin de favoriser un développement coordonné des régions transfrontalières.

Les territoires transfrontaliers sont au cœur de l'Europe. Ils sont les meilleurs détecteurs des crises, mais peuvent aussi constituer la ressource pour les surmonter et pour inventer l'Europe de demain où les acteurs coopèrent verticalement, depuis les municipalités jusqu'à l'UE, et horizontalement, à travers les frontières. La solidarité des nations et la citoyenneté européenne sont forgées dans les territoires transfrontaliers et c'est donc la cohésion de l'Europe qui y est en jeu aujourd'hui !

Contacts : mot@mot.asso.fr ; info@aebr.eu ; cesci@cesci-net.eu

Signer et rejoindre l'Alliance: [CLIQUER ICI](#)

